

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>19.04.2024</b>
Thema	<b>Wahlen</b>
Schlagworte	<b>Kommunale Wahlen</b>
Akteure	<b>Bern</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1965 - 01.01.2023</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Bernath, Magdalena  
Brändli, Daniel  
Bühlmann, Marc  
Gilg, Peter  
Heer, Elia  
Hohl, Sabine  
Holenstein, Katrin  
Porcellana, Diane  
Reymond, François-L.  
Rinderknecht, Matthias  
Süri, Daniel  
Unbekannt, Autor

## Bevorzugte Zitierweise

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Bühlmann, Marc; Gilg, Peter; Heer, Elia; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Porcellana, Diane; Reymond, François-L.; Rinderknecht, Matthias; Süri, Daniel; Unbekannt, Autor 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Wahlen, Kommunale Wahlen, Bern, 1966 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 19.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Grundlagen der Staatsordnung</b>	1
Wahlen	1
Wahlen in kantonale Parlamente	2
Kommunale Wahlen	2
Kommunale Ersatzwahlen	13

# Abkürzungsverzeichnis

---

# Allgemeine Chronik

## Grundlagen der Staatsordnung

### Wahlen

#### Wahlen

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2016  
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.<sup>1</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.12.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

## Wahlen in kantonale Parlamente

Bei den Gesamterneuerungswahlen für sechs Kantonalparlamente (BS, SG, SH, SZ, TG und UR) zeigte sich eine Fortsetzung der Tendenz des Vorjahres. Die **Parteien der Mitte konnten ihre Erosion nicht stoppen**, wobei wiederum die CVP mit 20 Sitzverlusten am stärksten betroffen war; allerdings ist ein Teil dieser Einbusse auf die Einführung des Proporzwahlrechtes in gewissen Urner Gemeinden zurückzuführen. Die FDP stoppte hingegen ihre leicht absteigende Tendenz und gewann drei Mandate hinzu. Bei der SP hielt der Aufwärtstrend mit sieben Sitzgewinnen an, wobei starke Unterschiede in den einzelnen Kantonen, auch in bezug auf die Wähleranteile, zu verzeichnen waren. Die Grünen wiederum mussten leichte Verluste hinnehmen, wobei die noch nicht in die GP integrierte POCH Basel über die Hälfte ihrer Sitze und ihres Wähleranteils verlor, ohne dass diese Verluste seitens der GP wieder aufgefangen worden wären. Die Auto-Partei verzeichnete im Berichtsjahr einerseits einen spektakulären Erfolg mit zwölf Sitzgewinnen im Kanton St. Gallen und zog erstmals in Basel ins Parlament ein, stagnierte jedoch andererseits in den übrigen Kantonen. Bezüglich der Wahlbeteiligung war keine einheitliche Tendenz auszumachen; Veränderungen bis zu 4% im Vergleich zu den letzten Wahlen kamen sowohl nach unten als auch nach oben vor. Einzig im Kanton Schaffhausen ist die langfristige Tendenz stetig absteigend. In sämtlichen kantonalen Parlamenten konnten die Frauen ihren Anteil verbessern. Von 684 in sechs Kantonen gewählten Parlamentsmitgliedern waren 117 (17,1%) Frauen. Spektakulär war die Zunahme des Frauenanteils im Parlament der Stadt Bern, in welchem die Frauen neu 42,5% der Sitze und damit gesamtschweizerisch den höchsten Anteil erreichten.

## Kommunale Wahlen

**WAHLEN**  
DATUM: 16.10.1966  
FRANÇOIS-L. REYMOND

Enfin, des **élections municipales** ont retenu l'attention. A **Zurich**, où il s'est agi de donner un successeur au président Landolt, radical, une lutte très ouverte a mis aux prises quatre candidats. C'est celui de l'Alliance des indépendants, Sigmund Widmer, qui l'a emporté au second tour. La campagne s'est déroulée de façon insolite: elle a été axée sur les personnalités en présence plus que sur des partis ou des programmes. Ses résultats ont accentué encore l'importance de la «protestation» contre les partis traditionnels, marquant l'interdépendance des problèmes locaux et nationaux. A **Berne**, l'élection du président de la ville, destiné à succéder au socialiste Eduard Freimüller, décédé, a mis aux prises un candidat de ce parti et un candidat radical soutenu par tous les autres groupes. Le socialiste Tschäppät a été élu de justesse, grâce au manque de cohésion de ses adversaires. Là aussi, la campagne s'est déroulée sur les personnalités des candidats, et sur la tenue de ceux-ci dans les réunions contradictoires.

Au législatif communal, les radicaux et les socialistes ont reculé, au profit essentiellement des indépendants.<sup>2</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 23.03.1976  
DANIEL SÜRI

Des **élections communales** se sont déroulées dans trois grandes villes suisses.

A **Berne**, au niveau du législatif, les socialistes ont connu un recul important; l'AN et les POCH y accèdent pour la première fois, accompagnés d'une scission de gauche de l'AdI, Alternative démocratique. L'événement a cependant été créé par la décision de l'UDC de ne pas représenter Ruth Geiser-Im Obersteg, municipale sortante. On lui reprocha tout d'abord ses relations privées avec un autre membre, socialiste, de l'exécutif bernois, puis son incompétence professionnelle et son manque d'assiduité aux réunions du parti. Les commentateurs de presse indiquèrent d'autres motifs possibles: pressions radicales, vu l'entente PRD-UDC; difficultés d'être femme en politique, voire interventions de milieux de la construction, mécontents de la répartition des mandats effectués par la Directrice des travaux. Soutenue par un comité d'action et bénéficiant des avantages de la proportionnelle, Ruth Geiser parvint toutefois à conserver son siège, au détriment des radicaux.

A **Bienne**, compte tenu des tendances libérales-socialistes de l'Entente biennoise hors parti, la gauche a sensiblement progressé. Elle obtient en effet la majorité du Conseil municipal, ainsi que sa présidence; elle dispose en outre de 35 mandats sur 60 au Conseil communal.

En ville de **Saint-Gall**, les grandes formations politiques (PDC, PRD, PS, AdI) ont consolidé leur hégémonie, alors que les républicains (orthodoxes et dissidents)

disparaissent. Une seule petite formation conserve un siège, l'Action politique Pro Saint-Gall.<sup>3</sup>

WAHLEN  
DATUM: 30.11.1980  
PETER GILG

**Le renouvellement de l'exécutif de la ville de Berne a vu la victoire des partis bourgeois**, qui ne sont toutefois pas parvenus à rétablir la majorité perdue en 1955. Cette fois-ci, les mandats ont été répartis selon la même méthode que pour les élections au Conseil national, alors que jusqu'à présent une «proportionnelle à la bernoise» avait favorisé les petites formations politiques. Ainsi le mouvement «Junges Bern» a perdu son siège conquis en 1958, son représentant, F. Augstburger, directeur de la police, ayant eu à souffrir aussi bien de troubles de santé que des oppositions politiques. En outre Ruth Geiser, une nouvelle fois candidate sans l'appui d'un parti, n'a pas atteint non plus le quorum. La proportionnelle a fait pencher la balance en faveur de la liste commune PRD/UDC, qui a ainsi obtenu quatre des sept mandats. Mais comme ces deux partis n'avaient désigné que trois candidats, il a fallu organiser une nouvelle élection selon le système majoritaire pour attribuer le septième siège, ce qui a permis à Ruth Geiser de l'emporter avec l'aide des socialistes. Le seul nouveau venu au sein de l'exécutif de la ville est donc le radical M. Albisetti. Au sein du législatif, les déplacements ont été de peu d'importance.<sup>4</sup>

WAHLEN  
DATUM: 02.12.1984  
PETER GILG

Les élections dans les deux villes bernoises furent plus mouvementées, notamment celles des exécutifs. A **Berne**, les tensions internes du PS ont joué un rôle décisif. L'aile gauche, dominant au sein des organes du parti, s'est efforcée d'obtenir un renouvellement de la représentation socialiste à **l'exécutif**. Alors que K. Schweizer ainsi que K. Kipfer, seulement en fonction depuis 1979, remettaient leur mandat à la disposition du parti. H. Bratschi, bien qu'on lui ait reproché ses implications présumées dans un scandale hospitalier, persistait à vouloir se représenter devant les électeurs. Lorsque le parti socialiste désigna trois candidats plus jeunes, son président P. Vollmer, le conseiller national A. Neukomm et Gret Haller, des syndicalistes et d'anciens socialistes prominents soutinrent la candidature de Bratschi en tant que représentant de la social-démocratie traditionnelle. L'Union syndicale de la ville, dont le candidat n'avait pas été pris en considération par le PS, ne se prononça ni en faveur des candidats officiels du parti ni pour Bratschi. Du côté des partis bourgeois, le PRD, l'UDC et le PDC présentèrent une liste de quatre candidats. Elle comportait deux nouveaux noms, M.-R. Peter (udc), pour remplacer H. Hubacher démissionnaire, et J. Bossart (pdc). L'Action nationale, l'Alliance des indépendants, le groupe «Junges Bern», les POCH ainsi que d'autres formations de gauche ou dites «alternatives» proposaient chacun leurs candidats. Par ailleurs, Ruth Geiser, hors parti, la seule femme membre de l'exécutif, n'entraît plus en lice. Les élections, organisées selon le système de la représentation proportionnelle, ont donné la victoire à la liste bourgeoise des quatre avec seulement 39 pourcent des voix; en revanche, deux des candidats officiels du PS, A. Neukomm et Gret Haller, ainsi que H. Bratschi ont été élus. En conséquence, **pour la première fois depuis 1955, l'exécutif de la ville de Berne a retrouvé une majorité composée de représentants des partis bourgeois**. Bratschi est resté membre du PS, bien que les organes du parti le tiennent à distance.<sup>5</sup>

WAHLEN  
DATUM: 02.12.1984  
PETER GILG

L'élection du **parlement** de la ville n'a toutefois pas renforcé mais, au contraire, **affaibli la position des milieux bourgeois**. Les résultats ont très largement concordé avec le modèle prédominant en Suisse. A l'exception du PRD qui, à la différence des élections au Conseil national, est parvenu à maintenir sa position, les grands partis ont perdu des électeurs. En revanche, l'Action nationale a conquis la troisième place derrière le PS et le PRD, car elle a tiré profit du malaise diffus lié à la présence de nombreux réfugiés tamouls. Diverses petites formations de gauche ont obtenu des gains plus modestes.<sup>6</sup>

WAHLEN  
DATUM: 04.12.1988  
KATRIN HOLENSTEIN

Die Neubestellung des 80-köpfigen **Berner Stadtparlaments** führte zu einem **leichten Rechtsrutsch im Stadtrat**. Gleichzeitig verlagerten sich die Kräfte auf die beiden Extreme des Parteienspektrums, indem **vor allem die Autopartei und das linke Grüne Bündnis Sitzgewinne verbuchen** konnten. **Verlierer waren die Sozialdemokraten**, deren nach wie vor grösste Fraktion von 23 auf 20 Mandate schrumpfte. Ebenfalls zu den Verlierern gehörten die POCH-Grünen, die 2 ihrer bisher 4 Sitze einbüssten, während gleichzeitig das Grüne Bündnis von einem auf 4 Sitze zulegte und damit Fraktionsstärke erreichte. Einen Sitz gewann auch die gemeinsame Liste von Jungem Bern und Freier

Liste (FL, gesamtschweizerisch GPS), wobei alle 7 Gewählten dem seit Jahrzehnten in der Bundesstadt aktiven Jungen Bern angehören. Zusammen mit den weiterhin 2 Vertretern der Demokratischen Alternative (DA, gesamtschweizerisch GPS) werden die Linken und Grünen insgesamt künftig bloss noch auf 35 sichere Stimmen zählen können. Obwohl auch im rechten Lager Sitzverluste zu verzeichnen waren, errangen demgegenüber **die bürgerlichen und rechten Parteien zusammen 41 von 80 Mandaten**. Dabei gehörten die Autopartei, die mit 4 Vertretern auf Anhieb in Fraktionsstärke in den Stadtrat einzog, sowie die EDU mit einem und die SVP mit einem zusätzlichen Sitz zu den Wahlsiegern, während **die NA und die FDP je 2 Mandate verloren**. Die Einbussen bei der FDP wurden freilich durch die Wahl einer Vertreterin der Jungfreisinnigen gemildert. Der leichte Rechtsrutsch und die Polarisierung lassen sich zum Teil damit erklären, dass die Auseinandersetzungen um die autonome Hüttensiedlung Zaffaraya und die Reithalle im Zentrum des Wahlkampfes standen und den Forderungen nach Ruhe und Ordnung Auftrieb gaben. Allerdings sind im Berner Stadtrat weiterhin wechselnde Mehrheiten in Sachfragen möglich, wenn neben den LdU- und EVP-Abgeordneten – beide Parteien fielen von 3 auf 2 Sitze zurück – auch einzelne Bürgerliche mit dem links-grünen Lager stimmen.<sup>7</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 04.12.1988  
KATRIN HOLENSTEIN

Die **Gemeinderatswahlen in der Stadt Bern** endeten mit der Bestätigung der 1984 errungenen **bürgerlichen Mehrheit in der 7 Mitglieder zählenden Exekutive** und mit einer Niederlage für die SP, deren Schuldirektorin Gret Haller nicht wiedergewählt wurde. Die linke Sozialdemokratin, die wegen ihres profilierten politischen Stils und ihres feministischen Engagements immer wieder unter Beschuss geraten war, scheiterte nicht zuletzt daran, dass sie beim traditionellen gewerkschaftlichen SP-Flügel Stimmen verlor und im Gegensatz zu ihren beiden Parteikollegen nur wenige bürgerliche Zusatzstimmen erzielte. Mit einem Wähleranteil von 28,1 Prozent sicherten sich die Sozialdemokraten zwar ihre zwei Regierungssitze, konnten aber das Mandat des zurücktretenden Heinz Bratschi, der 1984 von der SP nicht mehr nominiert und auf einer eigenen Liste gewählt worden war, nicht zurückerobern. Neu zog der Gewerkschafter Klaus Baumgauner in den Gemeinderat ein, der auf der SP-Liste Gret Haller um wenige Stimmen überrundet hatte. Das Mandat von Bratschi eroberte Joy Matter vom Jungen Bern, so dass die Stadtberner Exekutive weiterhin eine Frau und 6 Männer zählt. Zum Wahlsieg der bürgerlichen Liste «Vierer mit» aus FDP, SVP und CVP, die 51,8 Prozent der Stimmen erzielte und damit einen fünften Sitz nur knapp verfehlte, trug der Verzicht der NA und der Autopartei auf eine eigene Kandidatur bei. Demgegenüber traten die Parteien links des Bürgerblocks zersplittert mit insgesamt 9 Kandidierenden auf 4 Listen an (Listenverbindungen sind nicht gestattet). Eine Wahlallianz aller linken und grünen Kräfte mit dem Ziel, die bürgerliche Mehrheit zu brechen, war zuerst an der SP, dann am Jungen Bern gescheitert.<sup>8</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 31.12.1988  
KATRIN HOLENSTEIN

Auch bei den **kommunalen Wahlen in den Städten Bern, Biel und St. Gallen** waren die Gruppierungen am Rande des traditionellen politischen Spektrums auf dem Vormarsch. Die Sitzgewinne der Autopartei auf der einen und der Grünen auf der andern Seite gingen jedoch nur in St. Gallen auf Kosten der bürgerlichen Parteien.

**WAHLEN**  
DATUM: 01.01.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Wahlen für die kommunalen Parlamente ergaben im bisher rot-grün dominierten **Biel** eine Wende zugunsten der bürgerlichen und rechtspopulistischen Parteien. In **Bern** erlangte das Bündnis "Rot-Grün-Mitte" die absolute Mehrheit. Sowohl in **St. Gallen** als auch in Bern und Biel konnte das rechtsnationalistische und populistische Lager zulegen. In Bern hat der Rot-Grün-Mitte-Block ebenfalls in der Exekutive die Mehrheit erobert. In Biel gelang es der Auto-Partei, erstmals in einer grösseren Stadt einen Exekutivsitze zu erobern. Ebenfalls zum ersten Mal sind in zwei Städten (Bern und Biel) drei Frauen in der Regierung vertreten.

**WAHLEN**  
DATUM: 06.12.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für die Wahlen in den 80 Sitze umfassenden Berner Stadtrat stellten sich 451 Personen auf 17 Listen (1988: 479 Personen auf 18 Listen) als Kandidaten oder Kandidatinnen zur Verfügung. Der Anteil der kandidierenden Frauen stieg von 36,8 auf 38,8%. Die SP, die drei grünen Formationen Grünes Bündnis, Grüne Partei und Junges Bern/Freie Liste, die Junge Alternative, die PdA sowie der Landesring und die EVP waren nicht nur eine Listenverbindung eingegangen, sondern hatten sich auch auf eine Wahlplattform geeinigt und mit der Bezeichnung «**Rot-Grün-Mitte**» einen gemeinsamen Wahlkampf

geführt. Mit 42 von 80 Sitzen konnten sie die **absolute Mehrheit im Stadtrat (Parlament)** erobern. Die Sozialdemokraten gehörten mit drei Sitzgewinnen zu den Siegern dieser Wahlen; auch die EVP konnte ein Mandat zulegen. Innerhalb des grünen Lagers kam es zu Mandatsverschiebungen: Einerseits verloren die Grüne Partei und die Freie Liste je zwei Sitze, andererseits gewann das Grüne Bündnis zwei Mandate; mit einem Sitz neu im Rat ist die «Junge Alternative» (JA). Von den bürgerlichen Parteien verlor die FDP zwei Sitze und die CVP einen. Im rechtsnationalistischen Lager gehörten die Schweizer Demokraten mit drei Verlusten zu den Verlierern, während die mit ihnen verbundene Liste "Vertreter der Kleinverdiener/Rentner sprechen auch mit" neu mit zwei Sitzen ins Parlament einzog; die Auto-Partei konnte ihren Bestand um einen Sitz auf sechs erhöhen. Im langfristigen Vergleich seit 1980 gehören allerdings die Parteien des rechtsnationalistischen und populistischen Flügels mit einem Gewinn von rund 10% Wähleranteilen zu den Gewinnern, während sowohl die SP und die Parteien der Mitte als auch die bürgerlichen Parteien Verluste bis zu 5% Wähleranteilen hinnehmen mussten. Einen spektakulären Sprung nach vorn konnten die Frauen verzeichnen; mit 34 Mandaten erreichten sie einen Rekordanteil von 42,5%. Allein die SP besetzte 14 ihrer 23 Sitze (60,9%) mit Frauen; im Rot-Grün-Mitte-Block erhielten die Frauen 27 der insgesamt 42 Sitze, während auf der bürgerlichen und rechtsnationalistischen Seite sieben der 38 Sitze an Frauen gingen.<sup>9</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 06.12.1992  
MATTHIAS RINDERKNECHT

Für die nach Proporzregeln durchgeführten **Wahlen in den 7köpfigen Berner Gemeinderat (Exekutive)** einigten sich die Parteien des grün-roten Spektrums und der Mitte auf ein gemeinsames Vorgehen und die Präsentation einer Fünferliste. Der "Rot-Grün-Mitte"-Block eroberte vier Gemeinderatssitze und erlangte damit die Mehrheit. Das beste Resultat erreichte die bisherige Schuldirektorin Joy Matter (JB/FL), gefolgt von den beiden bisherigen Sozialdemokraten Klaus Baumgartner und Alfred Neukomm. An vierter Stelle konnte sich die Vertreterin des Grünen Bündnisses, Therese Frösch, platzieren. Das von der FDP, der SVP und der CVP gebildete Bündnis "Bern bleibt bürgerlich" erhielt drei Sitze. Finanzdirektor Josef Bossart (cvp) war der Bestplatzierte auf dieser Liste. Die andern zwei Sitze konnte die FDP halten: Theres Giger und Kurt Wasserfallen ersetzten die zurücktretenden Marco Albisetti und Werner Bircher. Der Sitzverlust der bürgerlichen Parteien ging zulasten des bisherigen Planungs- und Baudirektors Marc-Roland Peter (svp). Die Parteien des rechtsnationalistischen Spektrums hatten sich nicht auf eine gemeinsame Liste einigen können und blieben deshalb klar ohne Chancen. Wie in Biel sind auch in der Berner Stadtregerung drei Frauen (42,9%) vertreten.<sup>10</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 24.01.1993  
AUTOR UNBEKANNT

Gleichzeitig mit der Wahl der Berner Gemeinderäte fand auch die Wahl für das bisher vom Freisinnigen Bircher gehaltene **Stadtpräsidium** statt. Im ersten Wahlgang erreichte niemand das absolute Mehr. 43,2% der Stimmen entfielen auf **Klaus Baumgartner (sp)**, Theres Giger (fdp) erzielte 28,2% und Josef Bossart (cvp) 17%. Im zweiten Wahlgang wurde, nachdem die freisinnige Giger nicht mehr kandidierte, Klaus Baumgartner von rund 62% der Stimmenden bei einer Beteiligung von 33,7% gewählt. Sein Konkurrent Bosshart (cvp), welcher von den rechtspopulistischen Parteien, nicht aber von FDP und SVP unterstützt wurde, erhielt 36% der Stimmen.<sup>11</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 26.11.2000  
DANIEL BRÄNDLI

Im November wählte die Stadt Bern ihren 80köpfigen Stadtrat und den 7köpfigen Gemeinderat neu. Obwohl die **Stadtregerung** auch in den vergangenen vier Jahren stark kritisiert worden war, bleibt das Kräfteverhältnis im Gemeinderat bestehen. Das **Bündnis Rot-Grün-Mitte (RGM) konnte seine absolute Mehrheit verteidigen**. An die bürgerliche Liste „Fit für Bern“ von FDP, SVP und CVP entfallen weiterhin drei Gemeinderatssitze. Zum vierten Mal hintereinander wurde jedoch ein bisheriges Mitglied des Gemeinderates nicht bestätigt. Diesmal traf es Schuldirektorin Claudia Omar (ehemals Idu), die auf der Grünen Freien Liste kandidiert hatte. Das beste Ergebnis erreichte der neu gewählte SP-Nationalrat Alexander Tschäppät gefolgt von Finanzdirektorin Theres Frösch vom Grünen Bündnis. Stadtpräsident Klaus Baumgartner (sp) kam an dritter Stelle gefolgt von der neu angetretenen Edith Olibet (sp), die damit Claudia Omar (gp) verdrängte. Die SP hatte mit dem Aufruf, ihre Kandidatin Olibet auf der Liste zu kumulieren, für böses Blut innerhalb des RGM-Bündnisses gesorgt. Nach der Abwahl ihrer Gemeinderätin und dem Wegfall einer „ökologischen Stimme“ fühlte sich die GFL im Bündnis nicht mehr zu Hause. Laut Parteipräsident Bernhard Pulver wolle die Partei weiterhin eng mit ihren ehemaligen Verbündeten zusammenarbeiten. In bestimmten Sachfragen wie der Finanzpolitik oder der Rolle des Staates beschreibe man

aber in Zukunft einen eigenen Weg. Auf der bürgerlichen Liste waren die Bisherigen Kurt Wasserfallen (fdp), Ursula Begert (svp) und Adrian Guggisberg (cvp) erfolgreich. Keinen Erfolg hatten unter anderen der Freisinnige Adrian Haas und JSVP-Kandidat Thomas Fuchs, der einen lauten Wahlkampf geführt hatte. Bei der Wahl des Stadtpräsidenten obsiegte der 63jährige Baumgartner gegenüber seinem Herausforderer, Polizeidirektor Wasserfallen.

Bei den gleichzeitig durchgeführten Stadtratswahlen wurde die Mehrheit von dem seit 1992 bestehenden Bündnis RGM und dem erstmals geschaffenen Wahlbündnis zwischen Bürgerlichen und Rechtsparteien hart umkämpft. Seit 1980 prägten die SP und ihre Verbündeten die Politik im Stadtrat. Nur einmal seit 1980 hatten sich die Bürgerlichen bisher die Mehrheit geholt. Nach den Avancen der SP in den Grossratswahlen 1998 und in den Nationalratswahlen 1999 stand das bürgerliche Vorhaben jedoch auf wackeligen Beinen. Das RGM-Bündnis holte sich schliesslich für vier weitere Jahre die absolute Mehrheit, büsste aber mit zwei Sitzverlusten (neu 44 Sitze) an Stärke ein. Die SP selbst blieb bei ihren bisherigen 28 Sitzen stehen. Die GFL (5 Sitze) holte sich vom GB (6) zwar einen Sitz, verlor aber beide vom LdU während der Legislatur geerbten Sitze. Mit je drei Sitzgewinnen konnten hingegen FDP (18 Mandate) und SVP (11) aufwarten. Auch die CVP konnte einen Sitzgewinn (3) verbuchen. Die FP mit bisher zwei Mandaten und die EDU mit bisher einem Mandat schieden aus dem Rat aus. Die Vertretung der SD schliesslich reduzierte sich von drei auf zwei Sitze. Trotz der Sitzgewinne von FDP und SVP zulasten der kleinen Rechtsparteien und der Grünen bleibt der Parteien-Pluralismus im Berner Stadtrat mit elf Parteien weiterhin lebendig.<sup>12</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 28.11.2004  
MAGDALENA BERNATH

Anfang Februar nahmen die Berner Stimmberechtigten eine Volksinitiative der FDP an, welche die **Verkleinerung der Exekutive von 7 auf 5 Mitglieder** verlangte. Obschon mit Stadtpräsident Klaus Baumgartner (sp) und Sozial- und Fürsorgedirektorin Therese Frösch (gb) zwei Regierungsmitglieder zurücktraten, gestaltete sich die Ausgangslage spannend, weil sowohl das sich Rot-Grün-Mitte nennende Bündnis, bestehend aus SP, Grünem Bündnis (gb) und Grüner Freien Liste (gfl), als auch die Bürgerlichen die Mehrheit im verkleinerten Gemeinderat anstrebten. Rot-Grün-Mitte präsentierte eine Viererliste mit den beiden bisherigen Gemeinderäten Alexander Tschäppät und Edith Olibeth (beide sp) sowie Grossrätin Regula Rytz (gb) und Regierungsstatthalter Alec von Graffenried (gfl). Auf der Liste „Die starke Regie – FDP/SVP/CVP“ kandidierten die Gemeinderäte Adrian Guggisberg (cvp) und Kurt Wasserfallen (fdp) sowie die ehemalige Grossrätin Barbara Hayoz (fdp) und Stadt- und Grossrat Beat Schori (svp). Polizeidirektorin Ursula Begert (ex-svp) entschloss sich zu einer wilden Kandidatur, nachdem die SVP sie nicht mehr nominiert hatte. Bei den Wahlen Ende November **konnte die Linke ihre bisherige Mehrheit auch im verkleinerten Gemeinderat verteidigen**; das Proporzwahlrecht sicherte den Bürgerlichen zwei Sitze, die beide an die Freisinnigen Kurt Wasserfallen und Barbara Hayoz fielen. Insgesamt am meisten Stimmen erzielte Alexander Tschäppät (sp), den die Bernerinnen und Berner auch zum Nachfolger von Klaus Baumgartner (sp) als Stadtpräsidenten bestimmten. Dicht hinter ihm lag Edith Olibeth (sp), gefolgt von Regula Rytz (gb). Sie erzielte das minim bessere Ergebnis als Alec von Graffenried (gfl). Dieser verpasste die Wahl, ebenso wie Ursula Begert (ex-svp). Damit ist die SVP erstmals seit 1920 – mit Ausnahme weniger Wochen 1992/1993 – nicht mehr in der Berner Stadtregierung vertreten.<sup>13</sup>

#### WAHLEN

DATUM: 28.11.2004  
MAGDALENA BERNATH

Für den 80-köpfigen **Stadtrat** kandidierten 445 Personen auf 15 Listen, das heisst 12 Personen mehr, aber 5 Listen weniger als vor vier Jahren. Wie bei den Wahlen in den Gemeinderat **obsiegte das links-grüne Lager**; es konnte seine bisherige Mehrheit von 44 auf 46 Sitze ausbauen. Die SP stellt zwar nur noch 24 Abgeordnete (-4), doch ist das Grüne Bündnis neu mit 8 Mandaten (+2) vertreten. Gewinnerin der Parlamentswahlen war jedoch die Grüne Freie Liste, die ihre Delegation von fünf auf 10 Mitglieder verdoppeln konnte. Die Junge Alternative hält weiterhin 2 Mandate, die Grüne Partei 1. Neu ist auch die PdA mit 1 Sitz vertreten. Auch bei den Bürgerlichen mussten die grossen Parteien Verluste hinnehmen: Die Freisinnigen sind noch mit 15 Abgeordneten vertreten (-3), die SVP mit 10 (-1). Die CVP konnte ihre 3 Sitze halten, die EVP ihre 2 und die Arbeiter- und Rentnerpartei ihr einziges Mandat. Während die Schweizer Demokraten nur noch 2 Delegierte stellen (-1), schaffte die EDU den Sprung nach vier Jahren wieder zurück in die Legislative. Im neuen Stadtrat sind 13 Abgeordnete jünger als 30 Jahre alt, der Frauenanteil beträgt wie bisher 41,3% (33 Frauen).<sup>14</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.11.2008  
SABINE HOHL

493 Personen, darunter 202 Frauen, kandidierten auf 20 Listen für einen Sitz im 80-köpfigen Berner **Stadtrat**. Einige neue Gruppierungen traten erstmals zu den Wahlen an, darunter die Bürgerlich-demokratische Partei (BDP) und die Grünliberale Partei (GLP). Bei den Wahlen kam es zu einer **Zersplitterung der Kräfte** im Parlament und zu einer **Stärkung der Mitte**: Am meisten Gewinne machten die neuen Parteien BDP (6 Sitze, 7,8% Wähleranteil) und GLP (4 Sitze, 5,2%). Die etablierten grossen Parteien mussten dagegen Verluste hinnehmen: Die SP holte bei einem Wähleranteil von 24,6% (-4,5 Prozentpunkte) noch 20 Sitze (-4), die FDP büsste 6,1 Prozentpunkte an Parteistärke ein (neu 12,1%) und holte nur noch 10 Sitze (-5). Die SVP erhielt 8 Sitze (-2) bei einem Wähleranteil von 9,2% (-3,7 Prozentpunkte). Gut halten konnten sich die grünen Parteien: Das Grüne Bündnis (GB) verteidigte seine 8 Sitze, die ebenfalls zur GPS gehörende liberalere Grüne Freie Liste (GFL) musste einen Sitz abgeben und hält noch 9 Sitze, was angesichts der Konkurrenz durch die Grünliberalen keine grosse Einbusse ist. Die restlichen Sitze verteilten sich auf kleinere Parteien und Gruppierungen: CVP 3 (-), EVP 2 (-), Junge Alternative 2 (-), Grüne Partei Bern 2 (+1), PdA 1 (-), EDU 1 (-), SD 1 (-), „Die Mitte“ 1 (+1), Liste Jimmy Hofer 2 (+2). Der einzige Vertreter der Arbeiter- und Rentnerpartei wurde abgewählt. Die Linke (SP, GB, GFL, JA, GPB und PdA) hält eine absolute Mehrheit von 42 Sitzen im neuen Parlament.<sup>15</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 30.11.2008  
SABINE HOHL

Bei den Wahlen für den fünfköpfigen **Gemeinderat** traten dessen bisherige Mitglieder (Stadtpräsident Alexander Tschäppät, sp; Edith Olibet, sp; Barbara Hayoz, fdp; Stephan Hügli, fdp; Regula Rytz, gb) erneut an. In einer besonderen Situation befand sich die FDP, die ihren Gemeinderat Stephan Hügli, der erst 2007 in einer Ersatzwahl für den verstorbenen Kurt Wasserfallen (fdp) gewählt worden war, nicht mehr nominierte. Der Hauptgrund dafür war, dass die FDP eine bürgerliche Dreierliste mit je einem Vertreter von FDP, CVP und SVP als vielversprechendste Strategie für die Rückeroberung einer bürgerlichen Mehrheit in der Exekutive betrachtete. Die FDP befand sich auch unter Druck der SVP, deren Kandidat Beat Schori sich mit einer Dreierliste bessere Wahlchancen ausrechnen konnte. Mit der Nichtnomination von Hügli verzichtete die FDP auf einen ihrer bisher zwei Sitze. Barbara Hayoz, die auch für das Stadtpräsidium kandidierte, war als FDP-Kandidatin gesetzt. Die CVP nominierte Reto Nause. Stephan Hügli trat als wilder Kandidat an, dies gemeinsam mit Claude Grosjean und Rolf Schrag, die als Listenfüller fungierten. Auf der linken Seite bildeten SP, GB und GFL eine gemeinsame Liste. Auf dieser bewarb sich neben den drei Bisherigen der Junge Grüne Daniel Klauser um einen Sitz. Da die Stadtberner Regierung im Proporzverfahren gewählt wird, konkurrenzierte Klauser in erster Linie die bisherigen links-grünen Vertreter. Seine Kandidatur galt jedoch als chancenlos. Komplettiert wurde das Kandidatenfeld durch den Altrockler Jimmy Hofer, der sich auch für das Stadtpräsidium bewarb. Auf Hofers Liste kandidierte zudem Martin Schneider für den Gemeinderat. Insgesamt gab es zwölf Kandidaturen. Bei den Wahlen Ende November erhielt die **links-grüne Liste 56,3% der Stimmen** und damit drei Sitze. Das beste Wahlresultat erzielte Regula Rytz (gb), die vier Jahre zuvor nur sehr knapp gewählt worden war. Hinter ihr folgten Alexander Tschäppät (sp), der zudem die Wahl für das Stadtpräsidium mit 58,7% der Stimmen deutlich für sich entschied, und Edith Olibet (sp). Sozialdirektorin Olibet war vor den Wahlen im Rahmen einer Sozialhilfemissbrauchsdiskussion in der Kritik gestanden und konnte Daniel Klauser nur um etwa 200 Stimmen distanzieren. Die bürgerliche Liste holte mit einem Stimmenanteil von 33,2% zwei Sitze. Barbara Hayoz (fdp) wurde mit einem guten Ergebnis wiedergewählt, der andere bürgerliche Sitz ging an Reto Nause (cvp), der vor Schori (svp) lag. Nause erhielt im Gegensatz zu Schori viele Panaschierstimmen aus dem links-grünen Lager. Hüglis Liste „Die Mitte“ ging mit einem Anteil von 5,6% bei der Sitzverteilung leer aus, ebenso wie Hofers Liste mit 4,9%. Aufgrund des Proporzwahlrechts hatte Hügli mit seiner Liste praktisch keine Chance auf eine Verteidigung seines Sitzes gehabt. Die FDP gab einen Sitz in der Exekutive ab, allerdings wider Erwarten nicht zugunsten der SVP, sondern zugunsten der CVP, welche in der Stadt Bern nur eine Kleinpartei ist. Die SVP ist damit weiterhin nicht in der Exekutive vertreten. Die Stadtberner Regierung weist mit der Wiederwahl von Rytz, Olibet und Hayoz weiterhin eine Frauenmehrheit auf.<sup>16</sup>

Für den **80-köpfigen Stadtrat** (Legislative) kandidierten 182 Bernerinnen und 282 Berner auf 18 Listen; damit war der Ansturm etwas geringer als vier Jahre zuvor (491 Kandidierende). 69 Bisherige wollten ihre Sitze verteidigen. Die stark zersplitterte Linke mit der neu antretenden Alternativen Linken (AL), der erstmalige Antritt der Piratenpartei und die erstarkte GLP (bisher: 4 Sitze) bedrohten die Dominanz des Rot-Grün-Mitte-Bündnisses (RGM) aus SP und Juso (20 Sitze), Grüner freier Liste (GFL, 9 Sitze) und Grünem Bündnis (GB, 8 Sitze). Weil die Juso anders als vor vier Jahren mit einer eigenen Liste antrat und die Kleinparteien Junge Alternative (JA, 2 Sitze), PdA (1 Sitz) sowie die Grüne Partei Bern zusammen mit der Demokratischen Alternative (GPB-DA, 2 Sitze) ihre Mandate verteidigen wollten, war das Gerangel im linken Lager gross. Die Linksausser-Parteien PdA, GPB-DA, und AL verbanden ihre Listen. Ihr Ziel war der Gewinn mindestens eines zusätzlichen Sitzes, um Fraktionsstärke zu erreichen. Der Angriff von Mitte-Rechts war vielversprechend, weil es mit dem Verschwinden zweier Splitterparteien – jene des Altrockers Jimmy Hofer, die 2008 zwei Sitze gewinnen konnte sowie des Bürgerforums „die Mitte“ (1 Sitz) – zu einer Flurbereinigung gekommen war. Die SVP (8 Sitze), die FDP (9 Sitze), die junge FDP (1 Sitz) und die SD (1 Sitz) gingen wie bereits vier Jahre zuvor eine Listenverbindung ein. Die BDP (6 Sitze), die CVP (3 Sitze) und die EVP (2 Sitze) verbanden ihre Listen zusammen mit der GLP. RGM verband sich auch mit der Jungen Alternativen. Nur die EDU (1 Sitz) und die Piratenpartei traten ohne Listenpartner an. Bei den Wahlen Ende November führte die Stadtberner Wahlbevölkerung die Flurbereinigung fort: Neben der FDP (neu: 8 Sitze, 10%), bei der die Mutterpartei einen Sitz abgeben musste und die Jungfreisinnigen ihren 2008 gewonnenen Sitz verloren, und der GFL (neu: 8 Sitze, 9,4%), die einen Sitz zugunsten des GB (neu: 9 Sitze, 10,4%) abgeben musste, liessen lediglich die kleinen Parteien Federn. Nach ihrem jeweiligen Sitzverlust nicht mehr im Parlament vertreten sind die SD (0,9%) und die EDU (1,2%). Die kleinen Parteien im linken Spektrum blieben nach internen Verschiebungen auf ihren drei Mandaten: die PdA (1,0%) konnte ihren Sitz halten und die AL (1,5%) einen Sitz gewinnen, aber die GPB-DA musste einen Sitz abgeben (neu 1 Sitz, 1,8%). Auch die JA hatten den Verlust eines ihrer beiden Sitze zu beklagen (neu: 1 Sitz, 2,1%). Der BDP-EVP-CVP-Verbund konnte die insgesamt elf Sitze halten, allerdings kam es auch hier zu leichten Verschiebungen: die EVP (3,1%) konnte ihre beiden Sitze halten, während die CVP (neu 2 Sitze, 2,8%) einen Sitz verlor und die BDP (neu 7 Sitze, 7,8%) einen gewinnen konnte. **Eigentliche Profiteure** dieser Flurbereinigung – sassen vor den Wahlen noch 18 Gruppierungen im Stadtparlament, waren es für die Legislatur 2013 bis 2016 noch dreizehn – **waren die SP, die GLP und die SVP**. Die SP konnte drei Sitze gewinnen und war mit 23 Sitzen (26,8%) mit Abstand stärkste Partei. Die Juso (1,1%) verpasste einen Sitz knapp. Die SVP konnte die beiden vor vier Jahren verlorenen Sitze zurückerobern (neu 10 Sitze, 11,1%) und die GLP machte einen Sprung von vier auf sieben Sitze (8,1%). Insgesamt konnte das RGM-Bündnis damit seine Vormachtstellung ein wenig ausbauen. Die Wahlsiegerin SP wird aber nach wie vor auf Bündnispartner angewiesen sein. Die Wahlbeteiligung lag bei 37,7% und war damit geringer als noch vor vier Jahren (43,5%), der Frauenanteil hatte sich hingegen auf 47,5% erhöht (2008: 41,2%).<sup>17</sup>

Für den fünfköpfigen, im Proporzverfahren zu wählenden **Gemeinderat** (Exekutive) waren drei Sitze vakant. Die in den Nationalrat gewählte Regula Rytz (kommunal: gb; national gp) sowie Edith Olibet (sp) und Barbara Hayoz (fdp) traten nicht mehr an. Obwohl Hayoz fast zwei Jahre vor den Wahlen ihren Rücktritt auf Ende Legislatur angekündigt hatte, ging es lange, bis die FDP mögliche Nachfolger präsentieren konnte. Bernhard Eicher, Fraktionspräsident der FDP im Stadtrat und Alexandre Schmidt wurden Mitte Januar auf den Schild gehoben. Auch die SVP musste, nachdem der als gemässigt geltende Bernd Schildger abgesagt hatte, lange nach Kandidierenden suchen. Die FDP wollte mit der SVP mit einer gemeinsamen Liste antreten, machte dieser aber die Auflage, gemässigte Vertreterinnen und Vertreter zu portieren. Damit wurde eine Kandidatur des als Hardliner bekannten Erich Hess zum vornherein verhindert. Mit Beat Schori, der bereits früher erfolglos zu Gemeinderatswahlen angetreten und vor zwei Jahren eigentlich aus der Politik zurückgetreten war, Rudolf Friedli und Sylvia Lafranchi nominierte die SVP dann gleich drei Kandidierende, was bei der FDP prompt zu Irritation führte, da abgemacht gewesen sei, dass man sich gemeinsam um die Besetzung des fünften Listenplatzes kümmern wolle. Nur wenige Tage nach der Nomination trat Lafranchi allerdings von ihrer Nomination zurück und aus der SVP aus. Nachnominiert wurde Karin Hess-Meyer, die erst kurz nach der Nomination der SVP beitrug. Nachdem die Differenzen zwischen FDP und SVP bereinigt waren, traten die beiden unter dem Namen bürgerliches Bündnis auf. Auf der Mitte-Liste fanden sich neben dem bisherigen Reto Nause, der für die CVP antrat, Stadtrat Matthias Stürmer (evp), Claude Grosjean (glp) und Grossrätin Vania Kohli (bdp). Auf den fünften

Listenplatz wurde Mitte Juni Stadträtin Béatrice Wertli (cvp), die 2012 das Amt der CVP Generalsekretärin wieder übernahm, gesetzt. Für die SP stiegen der amtierende Stadtpräsident Alexander Tschäppät und Nationalrätin Ursula Wyss ins Rennen. Um die restlichen drei Plätze auf der Liste des seit 20 Jahren in Mehrheit regierenden Rot-Grün-Mitte-Bündnisses (RGM) entbrannte sowohl innerhalb des Grünen Bündnisses (GB) als auch innerhalb der Grünen Freien Liste (GFL) ein Konkurrenzkampf. Hauchdünn entschied sich die GFL schliesslich für Tania Espinoza und für das GB wurde Nationalrätin Franziska Teuscher nominiert. Der fünfte Platz blieb leer. Einen eigentlichen Eiertanz gab es um das Amt des Stadtpräsidiums. Klar war, dass der amtierende Tschäppät (sp) wieder antreten würde. Mitte Juni kündigte Vania Kohli (bdp) an, ebenfalls für das Präsidium kandidieren zu wollen, falls weder FDP noch SVP einen Kandidaten nominieren würden. Da beide Parteien dies aber umgehend taten – Schori (svp) und Schmidt (fdp) stellten sich unter der Bedingung zur Verfügung, dass Kohli ebenfalls antritt – zog die BDP-Politikerin ihre Kandidatur zwei Tage später wieder zurück. Die beiden Kandidaten des bürgerlichen Bündnisses traten hingegen gegen Tschäppät an. Der Wahlkampf wurde als langweilig empfunden, zu klar war die Favoritenrolle des RGM-Bündnisses, dem auch aufgrund der bisher geleisteten Arbeit Respekt von bürgerlicher Seite gezollt wurde, und als zu schwach wurde die bürgerliche Herausforderung betrachtet. Erstaunlicherweise wurden drängende Fragen zu Reithalle, Hauptstadregion, Fachhochschulstandort, Stadttheater oder Finanzprobleme im Wahlkampf kaum erörtert. Die drei vakanten Sitze **änderten bei den Wahlen Ende November dann auch tatsächlich nichts an der rot-grünen Mehrheit** im Gemeinderat. Sowohl Alexander Tschäppät (20'932 Stimmen) als auch Reto Nause (9'320 Stimmen) wurden wiedergewählt. Am meisten Stimmen holte hingegen die neu angetretene Ursula Wyss (21'318 Stimmen), die ankündigte, in der Wintersession aus dem Nationalrat zurückzutreten. Den Sitz des Grünen Bündnisses verteidigte Franziska Teuscher: mit 19'512 Stimmen lag sie auf dem dritten Platz in der Wählergunst. Auch die FDP konnte ihren Gemeinderatssitz mit Alexandre Schmidt (8'123 Stimmen) halten. Das RGM-Bündnis erhielt insgesamt 59% der Stimmen; im Vergleich zum Vorjahr konnte es seine Unterstützung also noch um drei Prozentpunkte steigern. Keine Chance hatten die Herausforderer: das bürgerliche Bündnis erhielt 22,8% der Wählerstimmen und die Mitte-Liste erzielte 18,2%. Reto Nause's Wiederwahl gelang unter anderem auch aufgrund von zahlreichen Panaschierstimmen. Alexander Tschäppät war wie schon vier Jahre zuvor (damals hinter Regula Rytz) zwar nur auf dem zweiten Platz seiner Liste, wurde aber deutlich wieder zum Stadtpräsidenten gewählt. Er erhielt 69,9% der Stimmen für das Stadtpräsidium. Beat Schori (16,8%) und Alexandre Schmidt (13,3%) hatten wie erwartet keine Chance gegen den Sozialdemokraten, der damit seine letzte Amtsperiode antrat. Neu wies der Gemeinderat keine Frauenmehrheit mehr auf.<sup>18</sup>

**WAHLEN**  
 DATUM: 27.11.2016  
 DIANE PORCELLANA

La spécificité de la **ville de Berne** est que son gouvernement est élu par le mode de scrutin proportionnel. Reto Nause (pdc), Franziska Teuscher (verts), Ursula Wyss (ps) et Alexandre Schmidt (plr), qui composaient déjà le Conseil municipal de la ville de Berne, se sont représentés. Alexander Tschäppät (ps), qui siège également au Conseil national, laissait quant à lui sa place libre. Six listes ont été déposées pour le **renouvellement du Conseil municipal**, dont la liste des Démocrates suisses avec la candidature d'Adrian Pulver (ds), ainsi que la liste UDC avec Rudolf Friedli (udc), Erich Hess (udc), Daniel Lehmann (udc), Bernd Schildger (udc) et Jimmy Hofer (udc). La liste du Milieu présentait cinq candidats, Reto Nause, Vania Kohli (pbd), Melanie Mettler (pvl), Matthias Stürmer (pev) et Maurice Lindgren (pvl). Franziska Teuscher, Ursula Wyss, Michael Aebersold (ps) et Alec von Grafenried (verts) figuraient sur la liste Rose-verte-milieu. Une liste Libérale-bourgeoise comportait les noms d'Alexandre Schmidt (plr), Thomas Berger (plr), Claudine Esseiva (plr), Barbara Freiburghaus (plr) et Beat Gubser (udf). Finalement, une liste intitulée "Neue Berner Welle" présentait Stefan Theiler (sans parti), Margrit Steiger (sans parti), Pablo Ferrari (sans parti), Andreas Egli (sans parti) et Alexandra Berounsky (sans parti). Alors qu'en 2012, l'UDC avait fait liste commune avec des membres du PLR, cette année elle faisait cavalier seul. N'ayant aucun représentant à l'exécutif de la ville, elle souhaitait que son candidat, Erich Hess, puisse remplacer Alexandre Schmidt. La concurrence des démocrates suisses pouvait cependant lui coûter des voix.

Durant la campagne, les jeunes PLR se sont mobilisés pour une bonne offre de formation et pour la vie nocturne de la ville. Les libéraux-radicaux se sont positionnés en faveur de l'innovation et au sujet des structures familiales. Les thématiques relatives à une meilleure qualité de vie et de logement, ainsi qu'à l'instauration de rues piétonnes, ont été thématiques par la liste Rose-verte-milieu. Ursula Wyss combattait personnellement en faveur des vélos en ville. Sa colistière apportait elle son soutien à un projet pour la légalisation du cannabis à Berne. Michael Aebersold s'est plus

particulièrement soucie des personnes en situation de handicap. Déplorant notamment les nombreux obstacles auxquels ces dernières sont confrontées en ville, il souhaitait apporter des améliorations à leur situation, avec, par exemple, des marquages au sol. Concernant les candidats de la liste du milieu, les thématiques mobilisées par les jeunes Vert'libéraux s'articulaient autour du combat contre le marché noir, de l'énergie, d'un frein aux dépenses et d'une politique de la drogue ouverte.

Avec 61,8% des suffrages, les quatre membres de la liste Rose-verte-milieu ont été élus. Alec von Graffenried a obtenu 31'127 voix et accède donc pour la première fois à l'exécutif de la ville. Il est suivi par Franziska Teuscher, avec un total de 27'866 voix, puis par la candidate Ursula Wyss, avec un score de 26'160 voix. Michael Aebersold pourra également siéger au Conseil municipal, puisqu'il totalise 23'351 voix. Avec une part de suffrage de 13,1%, la liste du milieu a droit à un siège. Le sortant Reto Nause pourra rester au gouvernement avec 11'033 voix. Concernant les résultats des autres listes, la liste des Démocrates suisses comptabilise 0,3% des suffrages, la liste UDC 10,6%, la liste Libérale-bourgeoise 11,4% et la liste Neue Berner Welle 2,6%. Ainsi, seul le candidat sortant Alexandre Schmidt n'a pas été réélu. L'élection de Michael Aebersold a sauvé le siège socialiste d'Alexander Tschäppat. Le PLR a perdu son unique siège au Conseil municipal au profit des Verts. La liste du milieu a tout juste pu obtenir un siège et ainsi permettre le maintien d'un candidat bourgeois au gouvernement de la ville. L'alliance rose-verte-milieu domine toujours, avec quatre sièges sur cinq au Conseil municipal.

En même temps que le renouvellement de l'exécutif de la ville se déroulait également **l'élection des 80 membres du Conseil de ville**. La législature écoulée avait notamment été marquée par les nombreux retraits de membres du pouvoir législatif. Cela n'est pas rare dans les parlements locaux et les raisons souvent invoquées sont notamment liées à la vie professionnelle ou familiale. Certains partis, afin de gagner des sièges, tirent alors profit de personnalités qui démissionnent peu de temps après l'élection. Cette problématique a été thématiquée durant la campagne, afin que l'élection ne soit plus instrumentalisée.

Le PS, souhaitant gagner deux sièges supplémentaires, a mobilisé son électorat autour de repas organisés chez quelques uns de ses membres pour parler de politique. L'UDC évaluait ses chances d'acquiescer des sièges supplémentaires comme minimes, étant donné la difficulté de convaincre les électeurs du PBD. Ceux-ci l'estiment pas assez modérée. Au regard des élections nationales et cantonales, le PBD voyait le maintien de ses sept sièges menacé.

Sur les 40 candidats présentés sur la Grüne Freie Liste, 8 ont été élus. La liste des Sociaux démocrates, bien qu'ayant proposé 5 personnes, n'a eu le droit à aucun siège, tout comme la liste UDF et ses 17 candidats. Parmi les 17 candidats de l'Alternative de gauche, 2 ont été élus. Les Jeunes libéraux, malgré 19 noms proposés, n'ont eu le droit à aucun fauteuil. Le PDC a réussi à conserver ses 2 sièges, les candidats non élus de sa liste étant au nombre de 20. Les Jeunes socialistes proposaient 30 personnes, 2 ont été élus. Le Parti évangélique peut également compter sur 2 élus sur les 40 noms qui composaient sa liste. Aucun des 9 candidats de la liste Mir si Bärn ne pourra cependant siéger au législatif de la ville. La liste des Vert'libéraux a obtenu 7 sièges pour les 33 candidatures qu'elle proposait, l'UDC 9 sièges pour les 40 membres de sa liste, les Socialistes 22 sièges sur 40 candidatures, la liste Verte 1 siège pour les 12 personnes en course, 9 membres de la liste Alliance verte siégeront au Conseil de ville sur les 40 proposées. La liste du PLR a obtenu 9 fauteuils sur les 40 personnes qu'elle soumettait. La liste Jeune alternative, a obtenu pour sa part 2 sièges sur les 40 noms proposés. Sur la liste des jeunes Vert'libéraux figuraient 33 noms, seule une personne siégera au Conseil de ville. La liste du Parti du travail a également remporté un siège, elle proposait 20 personnes. Finalement, le PBD avec ses 13 candidatures, n'aura plus que 3 représentants au Conseil de ville.

En comparaison à 2012, le PS et l'UDC ont tous 2 perdu un siège. Le PBD a essuyé une lourde défaite, avec une perte de 4 sièges. Ceux qui en profitent sont les jeunes socialistes avec 2 sièges supplémentaires, le PLR, les jeunes Vert'libéraux, l'Alternative de gauche et la Jeune alternative, qui ont gagné chacun un siège.<sup>19</sup>

Mitten in der zweiten Welle des Coronavirus in der Schweiz fanden im November 2020 die **Stadtberner Wahlen für den Gemeinderat**, die städtische Exekutive, **und das Stadtpräsidium** statt. Weil die langjährige SP-Gemeinderätin Ursula Wyss im Vorfeld der Wahlen ihren Rücktritt bekannt gegeben hatte, stieg die Spannung im Wahlkampf – insbesondere bei den Anhängerinnen des Rot-Grün-Mitte-Bündnisses (RGM), welche nach den Gemeinderatswahlen 2016 erstmals vier der fünf Sitze innehatten und nun befürchteten, diesen historischen aber doch eher überraschenden Erfolg nicht

wiederholen zu können. Insbesondere die FDP witterte nach dem Abgang von Wyss eine Chance, ihren 2016 verlorenen Gemeinderatssitz zurückzuerobern. Anders als noch 2016 schloss die Partei diesmal wieder ein Bündnis mit der SVP (Bürgerliches Bündnis – BÜBÜ), um damit die Tücken des Stadtberner Wahlsystems zu umgehen. Im Gegensatz zu anderen Städten wählt Bern die Regierung nämlich nach dem Proporzsystem – allerdings mit dem entscheidenden Detail, dass keine Listenverbindungen erlaubt sind. Dadurch sind Parteien, welche alleine auf einer Liste antreten, klar im Nachteil gegenüber Parteien, welche ihre Kandidierenden zusammen mit denjenigen von anderen Parteien auf eine Liste setzen. Doch das Bündnis mit der SVP kam innerhalb der FDP nicht nur gut an. Gespräche mit allen grösseren Mitte-Rechts-Parteien über eine grosse Oppositionsliste waren zuvor am Widerstand der GLP gescheitert. Mehrere an einer Kandidatur interessierte FDP-Frauen zogen sich daraufhin zurück – mit der Begründung, sie könnten nicht glaubwürdig mit der SVP Wahlkampf betreiben. Als einziger interessierter Kandidat verblieb der Ökonom Bernhard Eicher (fdp), der dann auch von der Partei offiziell für die Wahlen nominiert wurde. Eicher sass seit 2008 im Berner Stadtrat, dem Stadtparlament, würde dort jedoch aufgrund der Amtszeitbeschränkung nach zwölf Jahren seinen Sitz nach den kommunalen Parlamentswahlen räumen müssen. Für ihn war die Gemeinderatskandidatur deshalb der logische nächste Schritt. Die Bündnispartnerin SVP schickte den Präsidenten der Stadtberner SVP, Thomas Fuchs, ins Rennen, der vor zwanzig Jahren schon einmal für den Gemeinderat kandidiert hatte. Bevor er seine eigene Kandidatur bekannt gab, hatte Fuchs eine lange Personalsuche durchgeführt, bei der aber keine geeigneten und gewillten Kandidaten oder Kandidatinnen gefunden werden konnten. Die Kandidatur von Fuchs sei denn auch ein «Notnagel» und zeuge von der «Personalmisere» der Partei, kommentierte die Zeitung «Der Bund». Für einigen Wirbel sorgte das BÜBÜ, als Eicher bekannt gab, dass er im Falle seiner Wahl, als Gegenleistung für die Zusammenarbeit im Wahlkampf, ein SVP-Mitglied zum Generalsekretär in der Stadtberner Verwaltung machen wolle – dies obwohl Generalsekretäre in der Verwaltung der Stadt Bern keinen speziellen Status haben und nicht einfach so durch einen neugewählten Gemeinderat entlassen und ersetzt werden können. Die dreiköpfige Liste des BÜBÜ komplettierte die jungfreisinnige Simone Richner.

Auch bei den grossen Gejagten, dem RGM-Bündnis, ging im Vorfeld der Wahlen nicht alles harmonisch zu und her. Der amtierende Stadtpräsident Alec von Graffenried (Grüne Freie Liste) musste einerseits aus den Medien Kritik an seinem angeblich zu undeutlichen politischen Profil einstecken. Andererseits wurden wiederholt Stimmen aus dem RGM-Lager laut, wonach von Graffenried zu wenig grün und links sei. Die Kritik kam insbesondere aus den Reihen des Grünen Bündnisses (GB). Deren Gemeinderätin, die Sozial- und Bildungsdirektorin Franziska Teuscher, liebäugelte zwischenzeitlich sogar damit, von Graffenried das Stadtpräsidium mit einer Gegenkandidatur streitig zu machen. Eine Lokalsektion der SP, die SP Bern-Süd, stellte derweil bei der städtischen SP gar den Antrag, die Partei von Graffenrieds aus dem RGM-Bündnis auszuschliessen, da diese «teilweise unterschiedliche Positionen» vertrete. Schlussendlich vermochten sich diese aufrührerischen Stimmen RGM-intern allerdings nicht durchzusetzen und so nominierte das Bündnis einzig Alec von Graffenried für das Stadtpräsidium und stellte für den Gemeinderat eine Viererliste, bestehend aus von Graffenried, Teuscher sowie den beiden SP-Kandidierenden, dem Bisherigen Michael Aebersold und der neu kandidierenden Marieke Kruit auf. Der Berner Finanzdirektor Aebersold ging angeschlagen ins Wahljahr. Er musste für das Jahr 2019 ein Defizit von CHF 30 Mio. vermeiden und die angespannte städtische Finanzlage wurde durch die Coronakrise noch verschärft. Von bürgerlicher Seite wurde Aebersold vorgeworfen, zu optimistisch budgetiert und ausserdem die Schaffung von zu vielen neuen Verwaltungsstellen absegnet zu haben. Als ihre zweite Kandidatin auf der RGM-Liste nominierte die SP die Psychologin Marieke Kruit, die Fraktionspräsidentin der Sozialdemokraten im Stadtrat. Sie sollte den Sitz von Ursula Wyss verteidigen, galt dabei aber als Wackelkandidatin, da sie als einzige RGM-Kandidatin nicht auf den Bisherigen-Bonus zählen konnte und im Stadtrat eher unauffällig geblieben war.

Nachdem sich SVP und FDP auf eine gemeinsame Liste geeinigt hatten, gingen die Medien davon aus, dass die Bürgerlichen wieder in den Gemeinderat einziehen würden. Erwartet wurde, dass sie anstelle von Marieke Kruit den Sitz von Ursula Wyss erhalten würden. Ebenfalls als wahrscheinliches Szenario gehandelt wurde die Möglichkeit, dass die politische Mitte und damit der bisherige Sicherheitsdirektor Reto Nause (cvp) einen Sitz an das BÜBÜ verlieren könnte. Die CVP ist in der Stadt Bern eine Kleinstpartei, doch Nause konnte sich dank einer Kombination von Bisherigenbonus, Stimmen der anderen Parteien auf der Mitteliste und vielen Panaschierstimmen von Bürgerlichen seit 2009 in der Regierung halten. Bei den Gemeinderatswahlen 2020 hoffte er, für eine vierte Amtszeit gewählt zu werden. Nause trat wie vor vier Jahren auf einer breiten Mitteliste zur Wahl an, zusammen mit Kandidierenden der GLP, der EVP und der BDP. Die am

Wähleranteil im Stadtparlament gemessen grösste der vier Parteien, die GLP, hatte sich schwergetan mit der Bündnissuche. Nach ihrer Absage für eine breite Oppositionsliste von GLP bis SVP zögerte sie auch eine Weile, der Mitteliste beizutreten, da dadurch die Chancen gross waren, einmal mehr nur Steigbügelhalterin für die CVP und Nause zu spielen. Das breite Mitte-Bündnis kam schliesslich trotzdem zustande – nicht zuletzt weil sich die vier Parteien auf eine mehrjährige Zusammenarbeit einigen konnten, welche unter anderem eine Vereinbarung für die nächsten Grossratswahlen vorsieht. Nichtsdestotrotz wollte die GLP Nause innerhalb der Mitte-Liste den Sitz streitig machen und nominierte zwei Frauen; einerseits Marianne Schild, ihre Co-Fraktionschefin im Stadtrat, und andererseits Corina Liebi, die Parteipräsidentin der JGLP des Kantons Bern. Die EVP Stadt Bern schickte ihre Parteipräsidentin Bettina Jans-Troxler ins Rennen. Für den letzten Sitz auf der Mitte-Liste portierte die BDP den bekannten Markenstrategen Claudio Righetti. Dieser kündigte überraschend an, auch für das Amt des Stadtpräsidenten zu kandidieren – zum Unmut unter anderem von Listenkollegin Schild, die Righetti vorwarf, damit dem aktuellen Stapi von Graffenried unnötig eine Plattform zu bieten. Mit ebendieser Begründung zog Righetti schliesslich seine Stadtpräsidiumskandidatur wieder zurück. Damit kandidierte neben von Graffenried einzig der Polit-Exot Stefan Theiler für das Präsidium. Theiler kandidierte mit seiner Liste «Ensemble c'est tout» (Zämä) für den Gemeinderat. Im Wahlkampf sorgte er vor allem für Schlagzeilen, als er Ende Oktober die Berner Kantonsärztin Linda Nartey verfolgte und beschimpfte.

Der Gemeinderatswahlkampf verlief wegen der Coronavirus-Einschränkung anders als sonst. So setzten die Kandidierenden beispielsweise noch mehr als sonst auf den Online-Wahlkampf. Häufig thematisiert wurde im Wahlkampf – neben klassischen Stadtberner Politthemen, wie etwa die Reitschule oder der Zugang von Autos am Bahnhof und in der Innenstadt – insbesondere das Budget, respektive die Frage, wo während und nach der Coronakrise gespart werden soll, um die tiefer ausfallenden Steuereinnahmen zu kompensieren.

Am Wahlsonntag setzte es eine herbe Niederlage für die Bürgerlichen ab. Trotz des Wahlbündnisses mit der SVP verpasste die FDP den Wiedereinzug in die Regierung. Das BÜBü holte lediglich 15.0 Prozent der Stimmen. Für einen Sitz hätten die Liste 16.7 Prozent der Stimmen benötigt. Bernhard Eicher, der listenintern am meisten Stimmen holte (13'094), zeigte sich enttäuscht. Die Mitte-Liste blieb überraschend deutlich vor dem BÜBü und holte 19.5 Prozent der Stimmen und somit einen Sitz. Dabei schwang Reto Nause obenaus und verteidigte seinen Gemeinderatssitz. Er holte 14'000 Stimmen – rund 3'000 Stimmen mehr als noch vor vier Jahren – und krönte sich zudem zum Panaschierköng. Marianne Schild holte hinter Nause 10'873 Stimmen und musste sich mit einem Achtungserfolg begnügen. Feiern lassen durften sich die Kandidierenden der RGM-Liste, welche allesamt den Einzug in den Gemeinderat schafften. RGM holte 63.7 Prozent der Stimmen und konnte den historisch hohen Wähleranteil von vor vier Jahren sogar noch um rund zwei Prozentpunkte ausbauen. Das beste Resultat erzielte Franziska Teuscher (33'077 Stimmen), gefolgt von Marieke Kruit (31'411), Alec von Graffenried (31'053) und Michael Aebersold (30'227). Kruit, die ohne den Bisherigen-Bonus ein sehr starkes Resultat erzielte, übernahm in der kommenden Legislatur die Direktion für Tiefbau und Verkehr von Ursula Wyss. Die restlichen Gemeinderäte behielten ihre Direktionen. Alec von Graffenried schaffte die Wiederwahl zum Stadtpräsidenten locker. Er holte 34'930 Stimmen und blieb damit deutlich über dem absoluten Mehr von 18'673 Stimmen. Stefan Theiler, der mit 2'413 Stimmen chancenlos blieb, wurde am Wahlsonntag verhaftet, weil er sich geweigert hatte, im Rathaus eine Maske zu tragen. Die Wahlbeteiligung lag bei 52.8 Prozent – rund 3.8 Prozentpunkte höher als noch bei den Wahlen vier Jahre zuvor.<sup>20</sup>

**WAHLEN**  
DATUM: 29.11.2020  
ELIA HEER

532 Personen – darunter 241 Frauen (45.3%) – auf 19 Listen bewarben sich bei den **Berner Stadtratswahlen 2020** auf einen der 80 Sitze im Parlament der Bundesstadt. Die FDP und die EDU gingen wie bei den Gemeinderatswahlen wieder eine Listenverbindung zusammen mit der SVP ein – anders als noch vor vier Jahren, als die FDP ohne Listenverbindung mit der SVP ihren einzigen Sitz in der Exekutive verlor. Die FDP versuchte im Wahlkampf vor allem mit Hinweisen auf die angespannte städtische Finanzlage sowie mit Wirtschaftsthemen – etwa durch die Organisation eines runden Tisches mit dem Ziel, das Gewerbe während der Coronakrise zu unterstützen – zu punkten. Ihre Bündnispartnerin, die SVP, hatte derweil einerseits mit der Flaute ihrer klassischen Themen wie z.B. Migration zu kämpfen und musste sich andererseits mit den juristischen Problemen eines ihrer Mitglieder, Stefan Hofer, herumschlagen. Gegen den Kantonsparlamentarier und Stadtratskandidaten wurde ein Strafverfahren wegen ungetreuer Geschäftsführung eröffnet. In der politischen Mitte verbanden die CVP, die

GLP, die BDP und die EVP ihre Listen und vereinbarten gleich auch noch, sich in dieser Konstellation auch künftig zusammenzuschliessen. Die GLP, die am Wähleranteil gemessen grösste der vier Parteien des Mitte-Bündnisses, hoffte, vom aktuellen nationalen Trend hin zu grünen Parteien profitieren zu können, und versuchte sich mit Themen wie der Digitalisierung als moderne, progressive Partei zu profilieren. Das grösste Listenbündnis, Rot-Grün-Mitte, mit der SP, dem Grünen Bündnis (GB), der Grünen Freien Liste (GFL) und der Jungen Alternative (JA!, die Jungen Grünen), hatte in der vergangenen Legislatur eine Mehrheit der Sitze im Stadtparlament kontrolliert und wollte diese Vormachtstellung 2020 verteidigen. Die SP, die grösste Stadtberner Partei, stieg auch mit dem deutlich grössten Wahlkampfbudget – CHF 153'000 – in den Wahlkampf. Dort wagten sich die Sozialdemokraten neben ihren klassischen Themen wie Familie und Soziales auch an eher atypische Themen wie das von der Krise getroffene lokale Gewerbe – was von der SVP prompt als «Augenwischerei» abgestempelt wurde. Wie die GLP hofften auch die Kandidierenden des Grünen Bündnisses, dass sie die Grüne Welle zu einem Erfolg tragen würde. Zwei Sitzgewinne waren dabei ihr erklärtes Ziel im Vorfeld der Wahlen. Dafür positionierte sich das GB dezidiert «solidarisch, feministisch und grün». Auch die GFL, rund um Stadtpräsident Alec von Graffenried, welche in Finanzfragen etwas mehr zur Mitte tendiert als die anderen links-grünen Parteien, schielte auf einen Sitzgewinn. Die letzte Listenverbindung, tendenziell links-aussen im politischen Spektrum angesiedelt, umfasste die Grün alternative Partei (GaP) – die vierte Partei, die grün in ihrem Namen trug –, die Partei der Arbeit Bern (PdA), die Alternative Linke Bern (AL Bern) sowie «Die liebe, sehr sehr liebe Partei» (DSSLP). Ohne Listenverbindung gingen die Kandidierenden der Liste «Ensemble c'est tout» ins Rennen. Wegen des Coronavirus war der Wahlkampf mit persönlichem Kontakt stark eingeschränkt. Die Parteien versuchten umzudisponieren und setzten dabei vermehrt auf den Online-Wahlkampf.

Der Wahlsonntag entwickelte sich vor allem für die Grünliberalen zu einem Freudentag. Zusammen mit ihrer Jungpartei kam die GLP im Stadtrat neu auf 13.1 Prozent Wähleranteil (+3.3 Prozentpunkte gegenüber 2016) und 11 Sitze (+3). Auch das GB (13.0%, +2.8) durfte sich über einen Sitzgewinn freuen und hielt neu 10 Mandate. Die SP (27.5%, -1.2) musste etwas Federn lassen, verlor allerdings nur einen Sitz (neu 23) und blieb die mit Abstand stärkste Kraft im Stadtparlament. Ähnlich erging es der Bündnispartnerin GFL (9.3%, -1.1), die nach einem Sitzverlust noch 7 Mandate zählte. Die JA! (3.6%, +0.6) und die AL (3.2%, +1.0) vermochten beide einen Sitz zu gewinnen und kamen neu je auf 3 Sitze. Insgesamt waren die grossen Verliererinnen des Tages die bürgerlichen Parteien. Am Schlimmsten traf es die SVP (8.5%, -2.6), die zwei ihrer Mandate verlor und neu nur noch deren 7 innehatte. Doch auch die FDP (9.5%, -1.7) und die BDP (2.4%, -1.3) verloren einen Sitz und kamen nur noch auf 8 beziehungsweise 2 Sitze. Die CVP (3.2%, +0.8) und die EVP (2.4%, -0.3) verblieben auf 2 Mandaten, die PdA (1.4%, -0.3) und die GaP (1.3%, -0.1) verteidigten beide ihren einen Sitz. Auffallend am neuen Stadtparlament war neben den zahlreichen Verschiebungen auch der sehr hohe Frauenanteil von 68.8 Prozent. Damit führte Bern bezüglich Frauenanteil schweizweit alle Grossstädte deutlich an. Ebenfalls bemerkenswert ist der tiefe Altersschnitt des neuen Parlaments. Nur gerade 39.7 Jahre alt war die durchschnittliche Parlamentarierin. 20 Jahre zuvor hatte der Altersschnitt noch sechs Jahre höher gelegen. Dies ist nicht zuletzt auf die insgesamt vier Jungparteien zurückzuführen, die im Stadtrat vertreten sind: die JA! (3 Sitze), die JUSO (2), die jglp (2) und die Jungfreisinnigen (1). Die Wahlbeteiligung betrug 52.4 Prozent und lag damit rund 3.4 Prozentpunkte höher als noch bei den letzten Stadtratswahlen.<sup>21</sup>

## Kommunale Ersatzwahlen

Nachdem der im Dezember 1992 bei den letzten Gesamterneuerungswahlen bestätigte Stadtberner Finanzdirektor Josef Bossart (cvp) auf Druck der neuen rot-grünen Regierungsmehrheit in die Gesundheits- und Fürsorgedirektion wechseln musste, trat er im Januar zurück. Als Nachfolgerin wurde **Stadträtin Ursula Begert (svp) nominiert und bei einer Stimmbeteiligung von 23,1% gewählt**. Der von der AP und den SD unterstützte Gegenkandidat, Jean-Daniel Flückiger von der EDU, blieb chancenlos. Mit der Wahl Begerts konnte die SVP ihren 1992 verlorenen Sitz wieder zurückgewinnen und verdrängte gleichzeitig die CVP aus der Regierung. Die Wahl Begerts hat auch eine historische Dimension, weil zum ersten Mal in einer schweizerischen Exekutive die Frauen die Mehrheit bilden.<sup>22</sup>

1) Elections cantonales et communales 2016

- 2) Tages Anzeiger, 7.3.66; NZZ, 9.3., 25.4. und 17.10.66; Bund, 17.10.66; GdL, 17.10.66.
- 3) Bund, 22.3. et 7.12.76; NZ, 23.3.76; TA, 27.4. et 29.4.76; BZ, 12.8.76; TLM, 17.8.76, 18.8. et 23.11.76; Ostschw., 13.9.76; Bz, 14.9.76; NZZ, 14.9.76; TW, 7.12., 8.12., 11.12. et 23.11.76.
- 4) Bund, 3.6.80, 4.8.80, 30.9.80, 1.12.80, 2.12.80, 2.2.81, 23.2.81; NZZ, 2.12.80; TW, 2.12.80.
- 5) TW; 4.5.84, 28.9.84; Ww, 5.7.84; Bund, 22.8.84, 23.8.84, 2.10.84, 3.12.84, 4.12.84, 7.12.84, 18.1.85.
- 6) Bund, 2.10.84, 4.12.84; TA, 4.12.84.
- 7) BZ, 27.5., 4.10., 21.11. und 22.11.88; Bund, 15.8., 11.11., 14.11. und 16.11.88, 30.1.89; Presse vom 5. - 7.12.88.
- 8) TW, 8.1., 3.2. und 21.11.88; Bund, 8.2., 11.2., 17.3., 21.4., 17.9. und 24.11.88, 28.1.99; BZ, 21.4., 23.6., 26.8., 27.8., 30.8., 30.9. und 22.11.88, 13.1.89; NZZ, 8.9.88; Ww, 10.11.88; TA, 30.11.88; Presse vom 5.- 7.12.88.
- 9) Presse vom 7.12.92; BZ, 22.9., 26.11.92 und 12.1.93.; NZZ, 4.12.92.; Seitz (1993): Die Stadtrats- und Gemeindewahlen in der Stadt Bern von 1992. Analyse und Überlegungen zum Wahlsieg der Rot-Grün-Mitte-Parteien.
- 10) Bund, 22.9.92; Presse vom 7.12.92; TW, 2.3. und 28.11.92.
- 11) Bund und BZ, 7.12.92.; Presse vom 7.12.92 und 25.1.93.
- 12) Bund und BZ, 11.1.-25.11.00. Zur Geschichte des RGM-Bündnisses: Bund, 6.12.00; Presse vom 27.11. und 28.11.00
- 13) BZ, 19.1.-30.3. und 7.9.-27.11.04; Bund, 20.1.-26.11.04; Presse vom 29.-30.11.04; Bund, 30.11. und 3.12.04; BZ, 7.12.04; Bund und BZ, 1.-24.12.04
- 14) Bund, 24.8.-20.11.04; BZ, 25.8.-17.11.04; Presse vom 29.-30.11.04; Bund, 30.11. und 3.12.04; BZ, 7.12.04.
- 15) Bund, 5.9 und 25.9.08; BZ, 9.9. und 23.9.08; Presse vom 1.12.08; Bund, 2.-3.12.08; BZ, 3.12.08.
- 16) Bund, 12.3.07.; Bund, 3.1., 8.1., 12.1., 24.1., 28.-29.1., 8.2., 6.3., 5.4., 5.5. und 16.9.08; BZ, 16.1., 22.1., 24.1., 31.1., 29.4. und 20.6.08; Presse vom 1.12.08; Bund, 2.-3.12.08.
- 17) BZ, 5.9. und 8.9.12; Bund, 10.9., 13.9. und 15.9.12; BZ, 18.9. und 25.9.12; NZZ, 21.11.12; BZ und Bund, 27.11.12; www.bern.ch; Bund, 28.11.12.
- 18) BZ, 14.1., 24.1., 26.1. und 31.1.12; Bund und BZ, 7.2.12; BZ, 14.2.12; BZ und Bund, 15.2.12; Bund, 16.2. und 28.2.12; Presse vom 28.2.12; Bund, 6.3.12; BZ, 8.3., 23.4. und 22.6.12; Presse vom 23.6.12; NZZ, 27.6.12; BZ, 6.8.12; NZZ, 23.10. und 21.11.12; Presse vom 26.11.12; Bund und BZ, 27.11.12
- 19) Résultats Conseil de ville Berne; Résultats Conseil municipal ville de Berne; BZ, 8.8.16; SZ, 31.8.16; Bund, 13.9.16; BZ, 28.9.16; SGT, 19.10.16; BZ, 5.11.16; Bund, 17.11.16; AZ, BZ, Bund, 28.11.16; BZ, 14.1.17; Bund, 16.1.17
- 20) Bund, 4.1.20; BZ, Bund, 7.1.20; BZ, 8.1., 9.1.20; Bund, 10.1., 15.1.20; BZ, 16.1.20; Bund, 18.1., 21.1., 24.1., 29.1., 7.2., 4.3., 7.3.20; BZ, 10.3.20; BZ, Bund, 14.3.20; BZ, 22.4.20; Bund, 23.6.20; BZ, 24.6., 21.8.20; Bund, 29.8.20; BZ, 1.9.20; Bund, 8.9., 14.9.20; BZ, 16.9., 3.10., 6.10., 31.10., 9.11.20; Bund, 17.11.20; BZ, Bund, 30.11.20; Bund, 1.12.20; BZ, 11.12.20
- 21) Bund, 18.5., 19.6., 7.8., 15.9.20; BZ, 21.9., 22.9., 6.10.20; Bund, 22.10., 27.10.20; BZ, 5.11.20; Bund, 10.11.20; BZ, 12.11.20; Bund, 13.11., 30.11.20; BZ, 1.12.20; Bund, 2.12.20
- 22) Presse vom 3.5.93; Presse vom 27.1.93; BZ, 9.3.93; Ww, 18.3.93.